

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 28481**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, Économie, Gestion Mention Administration publique

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Franche-Comté - Besançon, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université de Franche-Comté, Recteur d'Académie Chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le titulaire du diplôme t conduit les activités suivantes :

- **Parcours Droit de l'action administrative :**
 - Il organise l'application du droit ;
 - Il respecte et fait respecter la législation et la réglementation et les adapte aux besoins de l'employeur par l'étude et l'interprétation des textes juridiques ;
 - Il défend les intérêts de l'employeur;
 - Il rédige ou fait rédiger des actes.
- **Parcours Politiques publiques**
 - Il conduit des missions de pilotage, de gestion, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques ;
 - Il en assure l'encadrement administratif ;
 - Il conseille les élus (en tant qu'attaché de groupe ou attaché parlementaire) ou les collectivités publiques dont il évalue l'action publique, organise gère et pilote les projets et met en œuvre la communication interne et externe ;
 - Il traite des questions d'actualité juridique ou politique dans le domaine du journalisme ;
 - Il évolue vers des activités d'enseignement et de recherche en sciences sociales.
- **Parcours Protection des droits fondamentaux et des libertés**
 - Il réalise des travaux de synthèse et d'analyse à travers une recherche juridique en ayant une démarche scientifique et personnelle en matière des droits fondamentaux de sources européenne, internationale et nationale, et, met en application les connaissances acquises en la matière sur le plan opérationnel.
 - Il respecte et veille au respect par les autorités publiques et organismes privés à l'échelle nationale et internationale la législation et la réglementation en matière de droits fondamentaux. Il adapte au besoin de ce respect l'étude et l'interprétation des textes juridiques.

Le titulaire du diplôme, qui a appris à combiner des savoir-faire et des savoir-être opérationnels, mais aussi des connaissances académiques et une culture générale d'ensemble, est polyvalent et sait prendre du recul. Il est ainsi capable de :

- Mobiliser les outils et le raisonnement juridiques.
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des questions très différentes.
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes.
- Etablir des relations de confiance avec l'employeur et faire preuve de diplomatie.
- Analyser et synthétiser rapidement les problèmes exposés par l'employeur.
- Comprendre et parler une langue étrangère.
- **Parcours Droit de l'action administrative**
 - Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
 - Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.
 - Proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.
 - Utiliser les bases de données juridiques.
 - Respecter la confidentialité des dossiers.
 - Intégrer les affaires juridiques de l'organisme employeur à leur environnement économique.
- **Parcours Politiques publiques**
 - Travailler en équipe, de nouer des contacts avec les sphères politiques, administratives et économiques, de maîtriser la présentation orale, de décrypter les comportements managériaux et les différents types d'organigramme.
 - Analyser, élaborer et évaluer les politiques publiques.
 - Définir des programmes d'action, de choisir des modes d'intervention pour les collectivités publiques en fonction d'une analyse des effets, des coûts et des objectifs de l'action publique, de maîtriser les enjeux et les méthodes du mode projet, de construire un projet de service.
 - Rédiger un rapport d'évaluation.

- Analyser des documents et décrypter des données statistiques et cartographiques
- Collecter des données, de maîtriser des outils d'enquête (conduite d'entretiens, construction d'indicateurs, observation, analyse documentaire).
- Élaborer une analyse critique d'un programme d'intervention publique et, plus généralement, une réflexion critique sur l'actualité économique, sociale et politique.

- **Parcours Protection des droits fondamentaux et des libertés**

- Mener un travail de recherche et d'analyse des textes et de la jurisprudence au regard des 4 disciplines du parcours.
- Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
- Rédiger notes, commentaires et mémoires.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- Services de l'Etat (administration, juridiction administrative...), services des organismes internationaux publics et privés.
- Collectivités territoriales (et leurs regroupements),
- Organismes parapublics (sociétés d'économie mixte locales, autorités de régulation, services d'intérêt économique, hôpitaux, caisses de sécurité sociale, délégataires de services publics...),
- Associations d'élus ou de collectivités,
- Entreprise ou cabinet

- **Parcours Droit de l'action administrative**

- Juriste spécialisé en droit public, en droit des marchés publics, en finances publiques...
- Emplois contractuels des collectivités territoriales : gestionnaire de services publics, responsable du service juridique, chargé de mission.
- Emplois sur concours : attaché territorial, administrateur territorial, inspecteur des impôts, commissaire, directeur d'hôpital...
- Avocat

- **Parcours Politiques publiques**

- Cadre administratif
- Chargé de mission
- Consultant
- Instructeur, secrétaire général d'équipement (culturel, sportif, ...).
- Journaliste
- Attaché parlementaire ou attaché de groupe politique

- **Parcours Protection des droits fondamentaux et des libertés**

- Juriste dans le secteur privé ou public
- Emplois contractuels des collectivités territoriales, du secteur associatif et des organismes internationaux : responsable du service juridique, chargé de mission...
- Emplois sur concours : attaché territorial, magistrature ...
- Avocat
- Recherche scientifique

Codes des fiches ROME les plus proches :

- K1401** : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- K1404** : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- K1501** : Application des règles financières publiques
- K1902** : Collaboration juridique
- K1903** : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composants de la certification :

MASTER ANNEE 1

Cette année s'articule de la manière suivante :

- **Parcours "Droit de l'action administrative" et M2 "Protection des droits fondamentaux"** : le M1 "Droit de l'action administrative" est commun aux deux parcours.
- **Parcours "Droit de l'action administrative" et "Politiques publiques"**.

MASTER ANNEE 2

La spécialisation s'affirme dans chacun des parcours afin, en liaison avec les partenaires socio-professionnels, d'envisager l'accès à l'emploi dans les meilleures conditions.

Il comprend :

- un tronc commun composé de cours mutualisés entre les deux parcours à hauteur de 50 % du volume des cours dispensés. La mutualisation vise à homogénéiser le niveau tout en poursuivant l'acquisition de connaissances générales solides.
- des enseignements transversaux en langues et projet professionnel ;
- des enseignements spécifiques à chaque parcours préparant à l'approfondissement de la spécialisation.

M1Parcours Droit de l'action administrative et Parcours Protection des droits fondamentaux et des libertés

Semestre 1

UE1 - L'intervention économique

Droit public économique 6 ECTS
UE2 - Les politiques publiques
L'État et la mondialisation du droit économique 2 ECTS
Analyse des politiques publiques 4 ECTS
UE3 - L'administration territoriale
Droit de la décentralisation 4 ECTS
Histoire de l'administration territoriale 2 ECTS
UE4 - Le pouvoir politique
Contentieux constitutionnel 3 ECTS
Histoire des idées politiques 3 ECTS
UE5 Matières d'ouverture
Information, documentation, professionnalisation 1 ECTS
Droit spécial de l'Union européenne 2 ECTS
Langue 3 ECTS

Semestre 2

UE1 - L'urbanisme
Droit de l'urbanisme 6 ECTS
UE2 - Les contrats
Droit des contrats publics 6 ECTS
UE3 - L'administration
Droit de la fonction publique 4 ECTS
Actualité du droit des services publics 2 ECTS
UE 4 Contentieux
Contentieux administratif approfondi 4 ECTS
Contentieux de l'Union européenne 2 ECTS
UE5 Matières d'ouverture
Projet tuteuré 2 ECTS
Sociologie du pouvoir local et européen OU 2 ECTS
Droit du numérique (M1 Droit privé)
Langue 2 ECTS

M2 Parcours Droit de l'action administrative

Semestre3

UE1 Action contentieuse
Contentieux spéciaux / contentieux de l'urbanisme 3 ECTS
Pratique du contentieux administratif 3 ECTS
UE2 Montages contractuels complexes
Montages contractuels complexes 3 ECTS
Passation / exécution des marchés publics 3 ECTS
UE3 Moyens financiers
Finances publiques approfondies 3 ECTS
Montages financiers complexes 3 ECTS
UE4 Compétences de spécialisation
Droit administratif approfondi (pouvoir de police, responsabilité) 2 ECTS
Droit de l'action sociale ET 2 ECTS
Economie sociale et solidaire 2 ECTS
OU Droit fiscal général 4 ECTS
UE5 Compétences d'appui
Gestion des ressources humaines 2 ECTS
Langue 2 ECTS
Préparation à l'oral 1 ECTS
Projet professionnel 1 ECTS

Semestre 4

Stage ou mémoire de recherche 30 ECTS

M2 Parcours Protection des droits fondamentaux et des libertés

Semestre 3

UE1 : Droit public 6 ECTS
UE2 : Droit privé 6 ECTS
UE3 : Science politique 6 ECTS
UE4 : Histoire du droit 6 ECTS
UE5 : Transversaux
Dossier de recherche OU Stage 6 ECTS

Les thèmes de CM, en rapport avec les droits fondamentaux, et relevant des UE1 à 4 sont arrêtés chaque année par l'équipe pédagogique.

Pour l'UE 5, la liste des thèmes généraux de séminaires faisant l'objet de dossier de recherche (optionnel) sera communiquée en début de chaque année. En cas de choix de séminaire, un séminaire est obligatoire parmi les thématiques de la liste.

Semestre 4

UE6 : Mémoire et culture juridique

Culture juridique générale 5 ECTS

Mémoire 20 ECTS

Méthodologie 5 ECTS

Parcours Politiques publiques

Semestre 1

UE1 - Politiques publiques et économiques

Analyse des politiques publiques 4 ECTS

Politiques macroéconomiques 4 ECTS

UE2 - Histoire et théorie politique

Histoire des idées politiques 3 ECTS

Théories de la démocratie 3 ECTS

UE3 - Etudes européennes

Droit spécial de l'Union européenne 3 ECTS

Histoire de l'idée européenne 3 ECTS

UE4 - Histoire et droit des changements d'échelle

Histoire de l'administration territoriale 2 ECTS

Droit de la décentralisation 2 ECTS

L'État et la mondialisation du droit économique 2 ECTS

UE5 - Accompagnement professionnalisation

Information, documentation professionnalisation 1 ECTS

Langue 3 ECTS

Semestre 2

UE1 - Dispositifs démocratiques

Histoire des pratiques démocratiques 3 ECTS

Sociologie des organisations représentatives 3 ECTS

UE2 - Comportements électoraux

Sociologie électorale 3 ECTS

Droit électoral 3 ECTS

UE3 - Sociologie et économie de l'action publique

Sociologie de l'intervention sociale 3 ECTS

Economie des politiques publiques 3 ECTS

UE4 - Vie politique et administrative

Sociologie du pouvoir local et européen 3 ECTS

Droit de la fonction publique 3 ECTS

UE5 - Accompagnement professionnalisation

Atelier Projet Professionnel 2 ECTS

Langues 2 ECTS

Semestre 3

UE1- Pilotage des politiques publiques

Ingénierie territoriale et développement local 2 ECTS

Economie de la commande publique 2 ECTS

UE2- Evaluation des politiques publiques

Approches théoriques de l'évaluation 3 ECTS

Outils d'évaluation 3 ECTS

UE3- Méthodes des sciences sociales

Techniques d'enquête quantitatives 2 ECTS

Méthodes qualitatives appliquées 2 ECTS

Méthodes informatiques 2 ECTS

UE4 - Sociologie des professions

Droit du secteur associatif et des métiers du politique 3 ECTS

Sociologie des métiers du politique et du secteur associatif 3 ECTS

UE5 - Action sociale et développement durable

Economie sociale et solidaire 2 ECTS

Développement social territorial 2 ECTS

Politiques d'aménagement et développement durable 2 ECTS

Droit de l'action sociale 2 ECTS

UE6 - Projet professionnel

Atelier Projet Professionnel 2 ECTS

Langue 4 ECTS

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	idem
En contrat de professionnalisation	X	idem
Par candidature individuelle	X	Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE	X	Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté ministériel du 20 avril 2017 portant accréditation à délivrer la mention de Master
Numéro d'Accréditation : 20170433

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au JO du 27 avril 2002

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master, publié au JORF n°0027 du 1 février 2014

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret VAE du 24 avril 2002

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Site de l'Observatoire de la Formation et de la Vie Etudiante de l'Université de Franche-Comté (OFVE)
<http://www.univ-fcomte.fr/pages/fr/menu1/ufc/l-universite-en-chiffres---ofve-3-devenir-et-insertion-44-81.html>

Autres sources d'information :

Site de l'UFR SJPEG: <http://sjpg.univ-fcomte.fr>

Site de l'Université de Franche-Comté : <http://www.univ-fcomte.fr>

Site du Centre de Recherche Juridique de Franche-Comté : crjfc.univ-fcomte.fr

Université de Franche-Comté

Lieu(x) de certification :

Université de Franche-Comté Comté-Maison de l'Université - 1 rue Goudimel 25030 Besançon cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Sciences Juridiques Economiques Politiques et de Gestion - Université de Franche-Comté - 45 Avenue de l'Observatoire 25030 Besançon cedex

Historique de la certification :

Le Master Administration publique s'inscrit dans le prolongement des masters en droit public - Administration publique et contentieux, Protection des droits fondamentaux et des libertés - et du Master AES - Action politique et politiques publiques..